



Atelier d'experts électoraux sur les élections sécurisées, apaisées et inclusives
Dakar, le 15 Juin 2022

DÉFIS DE LA CENI DU BURKINA FASO POUR LE RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL NORMAL

1

INTRODUCTION

Rappel du contexte sécuritaire du Burkina Faso depuis 7 ans

- Plus de 2 000 morts
- Plus de 1 800 000 personnes déplacées internes
- Plus de 600 000 enfants privés de services éducatifs
- De nombreuses communes inaccessibles
- Des conséquences psychologiques, sociales difficiles à évaluer

2


Transition politique

- 24 janvier 2022, avènement au pouvoir du Mouvement Patriotique pour le Sauvegarde et la Restauration (MPSR).
- Priorité du MPSR: le recouvrement de l'intégrité territoriale du pays et le retour des personnes déplacées dans leurs localités.
- Un changement politique fondamental, un coup d'arrêt non seulement au processus d'organisation des élections municipales qui était en cours, mais aussi aux mandats politiques à la Présidence du Faso et à l'Assemblée Nationale.
- Une durée fixée initialement à 36 mois qui doit encore être stabilisée mais **une chose est certaine, les transitions se terminent par des élections.**

3



Les propos de ceux qui ont intervenu avant moi sont une bonne entrée en matière pour aborder la question qui m'a été soumise, qui est celle-ci :

Dans un contexte marqué par une exaspération sécuritaire dans lequel est intervenu un coup d'Etat, quels sont les défis de la CENI du Burkina Faso pour le retour à l'ordre constitutionnel normal ?

4

LA CENI DANS LA TRANSITION

□ Contribution de la CENI aux travaux de la commission technique chargée de la rédaction de projets de textes et de l'agenda de la transition:

- **les grandes missions de la transition** (organisation des élections pour le retour à l'ordre constitutionnel normal, les options d'agencement des scrutins de fin de transition)
- **les axes de réformes** (cadre juridique des élections, le fichier électoral, les documents de vote, la participation électorale, la prise en compte du genre, le vote de la diaspora et les mécanismes de renforcement de l'intégrité des élections, ...)
- **l'agenda de la transition en lien avec le cycle des élections** (temps dans lequel les opérations électorales de fin de transition pourraient se dérouler une fois le cadre juridique stabilisé).

5

□ Elaboration d'une feuille de route pour l'organisation des élections de sortie de transition

- Options d'agencement des scrutins de fin de transition (4 scrutins probables);
- Activités pré électorales (réformes du cadre légal, mise à jour du fichier électoral, renforcement de la participation politique des citoyens) ;
- Organisation des scrutins ;
- Cadre structurel des élections et le renforcement des capacités de la CENI ;
- Financement des opérations électorales

6

- Feuille de route assortie d'un chronogramme opérationnel transmise aux plus hautes autorités pour aider à la prise de décisions.
- Engagement du gouvernement à soutenir la CENI (devant l'Assemblée législative de transition le 4 avril 2022 et suite à une audience)

7

DÉFIS DE LA CENI

4 principaux défis se présentent à la CENI :

- Sécurisation du processus électoral ;
- Professionnalisme dans la conduite du processus électoral ;
- Participation citoyenne au processus électoral ;
- Mobilisation des ressources.

8

LE DÉFI DE LA SÉCURISATION DU PROCESSUS ÉLECTORAL

La sécurisation du processus électoral est de loin le défi qui suscite des craintes légitimes au regard du contexte dans lequel se trouve le Burkina Faso. Les enjeux étant de :

- Pouvoir tenir le cycle électoral malgré un contexte sécuritaire difficile ;
- Garantir la sécurité pour nos agents électoraux ;
- Assurer la sécurisation du matériel électoral ;
- Sécuriser les acteurs politiques dans leurs activités de campagne électorale ;
- Sécuriser le citoyen qui participe au processus.

9

LE DÉFI DE LA SÉCURISATION DU PROCESSUS ÉLECTORAL

- Il faut **trouver des clés de résilience** de notre mécanique électorale, la crise sécuritaire ne se règlera pas du jour au lendemain.
- Il nous faut interroger nos dispositifs et modes opératoires et les adapter à la nouvelle donne sécuritaire
- mobiliser les forces de défense et de sécurité à temps et les doter de moyens appropriés.

La CENI prévoit d'ailleurs l'organisation d'un séminaire international sur la définition de stratégies de résilience des OGE dans des contextes sécuritaires difficiles.

10

LE DÉFI DU PROFESSIONNALISME DANS LA CONDUITE DU PROCESSUS ÉLECTORAL

L'enjeu à ce niveau est d'éviter qu'une mauvaise organisation des opérations électorales ne jette un discrédit sur les résultats et n'ouvre la voie à des violences dans un contexte déjà fragile.

Il nous faut donc :

- Disposer d'un cadre juridique consensuel et adopté à temps. Le consensus autour des règles du jeu électoral est un point de départ capital pour l'organisation d'élections apaisées ; des réformes législatives ont déjà été faites mais doivent être améliorées pour tenir compte de l'impact de l'insécurité ;

11

LE DÉFI DU PROFESSIONNALISME DANS LA CONDUITE DU PROCESSUS ÉLECTORAL

- Mieux former nos préposés et agents électoraux sur la conduite du processus ;
- Mieux gérer la logistique ;
- Anticiper sur les acquisitions ;
- Mieux communiquer et mieux gérer l'information ;
- Assurer la transparence de nos processus notamment dans la phase de transmission et de compilation des résultats.

12

LE DÉFI DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS ÉLECTORAL

Quelles stratégies pour mieux intéresser le citoyen au processus électoral? Les enjeux étant de :

- Mobiliser les électeurs potentiels et ceux déjà inscrits pour participer au processus ; toute chose qui renforce la légitimité des institutions qui seront issues des élections ;
- Assurer l'inclusion des personnes déplacées internes dans le processus ;
- Susciter un engouement pour une meilleure participation électorale malgré l'insécurité ;
- Mobiliser particulièrement les femmes et les jeunes qui représentent un potentiel électoral important.

13

LE DÉFI DE LA PARTICIPATION AU PROCESSUS ÉLECTORAL

Il nous faut:

- accentuer les activités d'éducation citoyenne et notamment l'éveil démocratique chez les jeunes et les femmes,
- lever les obstacles qui limitent la participation et notamment les difficultés d'accès aux documents de vote
- mettre en place un dispositif qui rassure mieux sur l'intégrité du processus avec notamment une lutte contre la corruption électorale.

14

LE DÉFI DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES

- Question de la soutenabilité financière: trois ou quatre élections en un temps aussi limité dans une économie déjà fragilisée par la conjoncture économique internationale et surtout par des dépenses de sécurité et de défense devenues exponentielles ces dernières années
- l'enjeu est de faire en sorte que le manque de ressources ne compromette pas la tenue à bonne date des rendez-vous électoraux ou ne compromette la qualité de leur organisation.
- Il faut élaborer les budgets électoraux à temps et mobiliser les partenaires bilatéraux et multilatéraux.
- Il nous faudra une assistance financière et technique particulièrement marquée des partenaires de tous bords pour assurer un retour à l'ordre constitutionnel dans de meilleures conditions.

15

CONCLUSION

Le Burkina Faso reste attaché à la démocratie. La conjoncture sécuritaire inédite dans l'histoire récente de notre pays a fait vaciller ses fondements et sa stabilité, il faut travailler ensemble pour se sortir de ces moments tragiques et douloureux. L'élection en offrant aux politiques de pouvoir proposer des solutions pour sortir durablement de cette crise et aux citoyens le pouvoir de choisir les meilleures voies proposées est sans doute un excellent moyen de sortie de crise et de retour à une stabilité politique et institutionnelle.

16